

## Le point sur... nos dernières acquisitions

### ILLETTRISME – SAVOIRS DE BASE

#### Les enjeux civiques des formations de base...

*BERBESSON Mireille ; COQUELLE Claude ; Ibis Rouge éditions, 11/2007, pp. 1-203*

**Résumé :** Une société démocratique n'est viable que si tous les citoyens peuvent prendre part activement à la vie civique ; l'accès aux savoirs de base (lire, écrire, compter, raisonner) constitue une condition essentielle de l'accès à une citoyenneté réelle. Ce livre explore les enjeux collectifs et politiques des formations de base. Cet ouvrage propose également des fiches de travail pour tous ceux qui voudraient faire évoluer leur pratique vers une meilleure prise en compte des enjeux civiques . **Ouvrage - Réf : 9.16-52**

#### Lutter ensemble contre l'illettrisme

*LEPEYTRE Jérôme ; PARRA-PONCE Emmanuelle ; Autrement, 09/2008, pp. 1-150*

**Résumé :** Assumer seul des démarches administratives, lire le bulletin scolaire de son enfant ou retirer de l'argent dans un distributeur. Autant de gestes quotidiens évidents qui s'avèrent insurmontables pour certains jeunes et adultes. L'illettrisme est aujourd'hui un facteur d'exclusion économique, sociale et affective qui touche 9 % des personnes de 18 à 65 ans ayant été scolarisées en France. Près de 3 millions de personnes ! Or, ce phénomène sous-estimé fait l'objet de nombreux tabous et clichés. L'illettrisme n'est pas seulement présent dans les quartiers sensibles : seulement 10 % des 3 millions d'illettrés y vivent, alors que plus de la moitié habitent dans des zones rurales.

Malgré les idées reçues, il touche aussi, voire surtout, des adultes qui travaillent, dont la langue maternelle est le français, âgés de plus de 45 ans. Cet ouvrage prend la mesure d'un phénomène multiforme, il définit les enjeux et les objectifs de la lutte contre l'illettrisme, explore les bonnes pratiques qui ont cours pour les jeunes et les moins jeunes, dans le milieu professionnel ou familial. (Résumé tiré de l'ouvrage) **Ouvrage - Réf : 9.16-53**

#### Formation et illettrisme : Un possible apprentissage

*HEUDE Sylvie (L') ; L'Harmattan, 08/2008, pp. 1-252*

**Résumé :** Cette recherche, inscrite dans la dynamique de lutte contre l'illettrisme s'éveillera progressivement depuis un empirisme de praticiens pour s'articuler ensuite, par emboîtements, dans l'heuristique de modélisation d'un système de formation d'acteurs illettrés/formateurs. **Ouvrage - Réf : 9.16-54**

#### Prévenir l'illettrisme en lycée professionnel

*LABROILLE Maryse ; GRAVELLIER Cécile ; REALE Marie-Thérèse ; CRDP d'Aquitaine, 03/2008, pp. 1-175*

**Résumé :** L'illettrisme caractérise la situation de personnes qui ne parviennent ni à comprendre ni à écrire un texte portant sur des situations de la vie quotidienne. Cette définition correspond-elle au public des "petits lecteurs" accueillis dans certaines filières professionnelles ? C'est par ce questionnement que des équipes d'enseignants de l'académie de Bordeaux ont engagé leur analyse et élaboré des actions de reconquête de l'écrit pour leurs élèves dits en difficulté. Dans ce guide on trouve des éclairages théorique sur les apprentissages en lecture, des témoignages sur des projets interdisciplinaire menés en Lycée professionnels, des conseils pour concevoir et mettre en oeuvre des projets lecture. (Résumé tiré de l'ouvrage) **Ouvrage - Réf : 9.16-55**

#### Ateliers d'écriture : 26 lettres en quête d'auteurs

*KOSTRZEWA Fabienne ; De Boeck Université, 09/2007, pp. 1-164*

**Résumé :** Ce guide explore la démarche de l'atelier d'écriture qui conjugue la théorie et la pratique, des réflexions sur la didactique de l'écrit et des exemples d'ateliers d'écriture. **Ouvrage - Réf : 15.31-24**

#### "Madame, je veux apprendre à lire" : Mise en place et éthique d'un atelier de lecture

*COLET Marie-José ; Erès, 04/2008, pp. 1-159*

**Résumé :** Partant de son propre chemin de lecture, l'auteur a élaboré une démarche à même de créer les conditions pour que la personne en difficulté sur les savoirs de base devienne un lecteur, acteur et citoyen.

Elle livre ici son expérience, les outils qu'elle a forgés, les repères qui lui semblent nécessaires, mais se garde de les transformer en techniques qui relèveraient d'un formatage impersonnel contraire à son éthique. **Ouvrage - Réf : 15.31-44**

## DISCRIMINATION

### **Les discriminations positives : coup de pouce à l'égalité ?**

*BOUGRAB Jeannette* ; Dalloz, 09/2007, pp. 1-179

Résumé : Le concept de discrimination positive a franchi l'Atlantique pour s'imposer en France. Retour sur cette philosophie par l'examen des textes et des situations législatives de pays comme les Etats-Unis, l'Inde, l'Afrique du Sud. Le droit européen et français à ce sujet sont également développés. **Ouvrage - Réf : 9.17-46**

### **Une discrimination positive à la française ? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville**

*DOYTCHEVA Milena* ; Editions La Découverte, 09/2007, pp. 1-225

Résumé : La discrimination positive, tout en demeurant controversée, se banalise aujourd'hui dans le débat public et les pratiques institutionnelles.

D'autant que la France est fière d'avoir inventé un nouveau mode d'action publique, la discrimination positive territoriale, instrument ingénieux de gestion de l'ethnicité qui permettrait à la fois d'agir en direction des minorités et de conserver le principe républicain de neutralité de l'État. Cette équation entre territoire et ethnicité, qui fait aujourd'hui l'unanimité, est cependant à interroger.

C'est ce que propose de faire cet ouvrage à travers une étude historique et empirique des politiques de la ville, à qui on doit en France la construction des " quartiers sensibles " en catégorie de l'action publique. Il explore plus particulièrement trois champs problématiques : le développement et l'institutionnalisation des pratiques de discrimination positive territoriale, l'arrimage au territoire des politiques d'intégration puis de lutte contre les discriminations, et enfin le soutien public aux organisations " communautaires " des migrants et de leurs descendants.

A partir d'une enquête de terrain, l'auteure met notamment en évidence le caractère incertain des catégories territoriales, construites de manière aléatoire au fil des transactions politiques. Et elle montre comment, dans les interventions publiques, l'ethnicité est souvent contournée, occultée ou instrumentalisée, mise au service de valeurs " légitimes " comme la citoyenneté, la culture, le lien social.

Alors qu'il se pose en faire-valoir d'une république soucieuse d'équité et de diversité, le territoire perpétue de fait un phénomène de déni républicain. **Ouvrage - Réf : 9.17-47**

### **Discrimination et modernité**

*MONCHTOURIS Antigone* ; *SISTACH Dominique* ; *HARLE Aude* ; *BIRKUI Françoise* ; *BARBANT Jean-Christophe* ; *CAVALIER Michel* ; *MATAS Juan* ; Presses Universitaires de Perpignan, 05/2007, pp. 1-120

Résumé : Cet ouvrage nous permet d'approfondir ses rapports entre Discrimination et Modernité.

Avec toutes les mesures qui existent pour protéger l'individu, tant au niveau économique qu'au niveau social, le phénomène de la discrimination aurait pu disparaître. Cependant il demeure toujours d'actualité. Dans ce colloque nous avons débattu sur les mécanismes et la mise en place de cette construction sociale qui amène l'individu à se retrouver avec le statut de discriminé. L'analyse de la formation de ce statut est très important en ce qui concerne la compréhension de la discrimination car il pose la question des liens sociaux dans des sociétés où nombres de transformations, positives ou négatives d'ailleurs, tendent à les fragiliser.

La naissance de l'individualisme est l'acte fondateur de la modernité, mais, en même temps, on constate des dérives ou des excès. Ces derniers sont à l'origine de bien de déconvenues dans nos sociétés actuelles. Il revient, alors à l'éthique et la gestion politique de la Cité d'inventer de nouveaux principes face aux problèmes que la société est en train de se poser. **Actes, Compte-rendu - Réf : 9.17-49**

### **Discrimination positive et justice sociale**

*WUHL Simon* ; Presses Universitaires de France (Les), 12/2007, pp. 1-166

Résumé : Il existe un modèle français de discrimination positive qui se déploie essentiellement dans l'ordre socio-économique.

Mais, à l'observation des problèmes d'inégalité et d'exclusion qui se pérennisent dans les différents champs de l'intervention sociale - emploi, logement, éducation et quartiers sensibles -, les interrogations sur la validité d'une telle orientation se multiplient. Partant de ce constat, l'auteur examine les potentialités de certaines théories de la justice qui ont fondé les démarches de discrimination positive - celle de John Rawls notamment, complétée par d'autres apports -, à produire des références mobilisables dans le champ des politiques de justice sociale.

L'auteur procède à une analyse critique de la théorie de John Rawls, en soulignant le changement radical de perspective opéré par rapport aux pratiques courantes de la justice distributive, y compris en France : l'action en direction des plus défavorisés y est une priorité, un point d'ancrage de l'action publique, articulé au développement d'ensemble du monde économique et social ; et non une contrainte " après coup ", de redistribution des ressources en leur faveur, en isolant l'action sociale de celle portant sur le développement socio-économique général.

Portant l'approche de la justice sociale au-delà de sa forme redistributive, l'auteur analyse les contributions de courants de pensée qui se sont situés en opposition, en complément (Amartya Sen), ou en dépassement de la problématique de Rawls. Nancy Fraser, Axel Honneth ou Michael Walzer appréhendent la justice sociale suivant deux composantes : la répartition des statuts sociaux et des biens matériels, d'une part, la reconnaissance de la valeur sociale des personnes et des groupes sociaux, d'autre part.

Les analyses sont étayées par des exemples d'application de ces références théoriques à la définition et / ou à l'évaluation des politiques publiques et des politiques sociales en France. **Ouvrage - Réf : 9.17-50**

### **Homosexualité et discrimination en droit privé**

*BORRILLO Daniel ; FORMOND Thomas ; La documentation Française, 11/2007, pp. 1-275*

Résumé : En France, l'homosexualité est généralement présentée en droit civil sous l'angle d'une liberté, de la tolérance, voire de la permissivité. L'abrogation des dernières dispositions pénales qui incriminaient spécifiquement les relations entre personnes d'un même sexe a été réalisée au nom de l'égalité, mais également d'une liberté de choix à respecter. Dès lors, l'homosexualité est une variante de la sexualité humaine comme l'hétérosexualité. Elle est protégée par un principe général de non-discrimination en raison de l'orientation sexuelle. Or, une approche dans les autres branches du droit privé, fondée exclusivement sur le principe de liberté n'apparaît plus pertinente. Une nouvelle perspective de l'égalité de traitement conduit les auteurs à s'interroger non plus sur l'opportunité, mais sur la légitimité d'une restriction ou d'une différenciation des droits et des obligations des individus en raison de leur sexualité.

**Ouvrage - Réf : 9.17-51**

### **Recrutements et discrimination positive**

*BOUGUERBA Alix ; Hermès Sciences, 2007, pp. 1-278*

Résumé : Cet ouvrage analyse la notion de discrimination positive depuis son origine. Il expose les résultats d'une enquête menée dans les centres sociaux sur l'existence d'un facteur ethnique dans le recrutement des animateur-jeunes. Il s'intéresse à la perception des discriminations dans le secteur du recrutement, il traite des pratiques initiées sur les territoires et dans les entreprises, des perspectives introduites par la loi pour l'égalité des chances et des enjeux que cela représente pour la société de demain. Il permet de pouvoir remonter la chaîne des facteurs, influences et représentations qui interagissent et produisent les discriminations. **Ouvrage - Réf : 9.17-52**

### **Vers l'entreprise inclusive : Les 6 clés de la diversité**

*Autrement, 07/2008, pp. 1-125*

Résumé : La question n'est plus uniquement " pourquoi " mais aussi " comment " développer une démarche diversité au sein de l'entreprise ? Hommes, femmes, minorités visibles, jeunes des quartiers défavorisés, personnes handicapées, seniors, et tous les autres.

Comment construire une entreprise où les différences sont naturellement acceptées ? Ce livre s'adresse aux entreprises qui se posent ces questions. D'inspiration ludique, cette mise en scène de six histoires fictives leur propose des modalités d'action inspirées de nombreuses expériences réelles d'entreprises de toutes tailles. Chacune de ces histoires correspond à une situation ou à un problème à résoudre.

Nouvelles méthodes de recrutement, refonte des processus de gestion de carrière, changement des comportements et des mentalités, implication des partenaires sociaux, outils de pilotage et d'animation. La diversité est abordée sous de multiples facettes, à partir d'exemples concrets et de bonnes pratiques. A chaque entreprise, ensuite, de tracer sa voie vers l'entreprise inclusive, selon sa culture et son mode de management.

(Résumé tiré de l'ouvrage) **Ouvrage - Réf : 9.17-53**

### **Handicap et accès à l'emploi : efficacité et limites de la discrimination positive**

*LE CLAINCHE Christine ; DEMUIJNCK Geert ; Centre d'études de l'emploi, 07/2006, pp. 1-31*

Résumé : L'existence d'une plus faible qualification observée en moyenne chez les personnes handicapées dépend du type de handicap et est liée en partie au phénomène de discrimination du côté de la demande de travail qui, intériorisé par les personnes handicapées, entraîne un sous-investissement éducatif de leur part. Par ailleurs, du fait de l'inadaptation de l'environnement, le handicap peut induire une moindre productivité. Ceci peut alimenter le cercle vicieux de la croyance plus générale selon laquelle la relation décroissante entre handicap et productivité est systématiquement observée. Dans cet article, nous étudions l'existence d'une discrimination potentielle des personnes handicapées sur le marché du travail. Nous analysons plus particulièrement les jugements des individus relativement au handicap et à l'accès à l'emploi à partir de deux enquêtes d'opinion : une enquête qualitative qui permet d'évaluer les dispositions qu'ont les individus à discriminer les personnes handicapées, selon le type de handicap et une enquête sur échantillon représentatif qui évalue plus globalement les politiques d'emploi fondées sur la discrimination positive à l'égard des personnes handicapées. Il apparaît ainsi que même si la volonté d'intégrer est bien réelle, une fraction non négligeable des individus préfèrent que les personnes handicapées travaillent dans des lieux réservés plutôt qu'en milieu ordinaire d'une part et que les personnes atteintes de " handicap psychique " sont particulièrement discriminées d'autre part. (Résumé tiré de l'étude) **Rapport - Réf : 9.17-44**

## La crise des banlieues

STEBE Jean-Marc ; Presses Universitaires de France (Les), 09/2007, pp. 1-127

**Résumé** : Depuis un quart de siècle, le discours sur la ville se focalise majoritairement sur les grands ensembles de logements sociaux situés à la périphérie des villes. Ce type d'habitat, longtemps convoités par les classes moyennes, incarne aujourd'hui tout à la fois la misère et la relégation, la violence et la ségrégation, l'insécurité et le ghetto, l'échec urbanistique et la segmentation sociale des territoires urbains. Cet ouvrage montre qu'il n'existe pas une banlieue unique, mais plutôt des territoires périurbains qui agglomèrent une grande diversité de lieux, d'activités et de populations. Il analyse les processus de fragmentation sociale et spatiale, ainsi que la spirale de l'exclusion caractéristique des banlieues sensibles. (Résumé tiré de l'ouvrage) **Ouvrage - Réf : 9.120-3**

## Politique de la ville : une efficacité entravée

DALLIER Philippe ; Les rapports du sénat, 07/11/2007, pp. 1-303

**Résumé** : En 2007, année charnière, une nouvelle structure, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), a rejoint la chaîne des intervenants de la politique de la ville.

Cette circonstance, comme les controverses sur l'évolution globale des moyens - spécifiques et de droit commun du volet humain de la politique de la ville, les défauts des procédures de versement des subventions aux associations, la capacité de l'Etat à contrôler leur bon usage ont conduit la commission des finances, à l'initiative de M. Philippe Dallier, rapporteur spécial de la mission « Ville et logement », à demander à la Cour des comptes, en application de l'article 58 2° de la LOLF une enquête sur la gestion des crédits d'intervention de la politique de la ville.

Sur chacun des cinq thèmes abordés la géographie de la politique de la ville, le pilotage de l'action de l'Etat, le panorama des interventions de l'Etat, la gestion des subventions aux associations et, enfin, l'impact des interventions de l'Etat, ce rapport propose des pistes de réforme pour une meilleure efficacité.

**Rapport - Réf : 9.120-5**

## Développement économique et quartiers urbains en difficulté

PECQUEUR Bernard ; MARTIN Guillermo ; DEMAZIERE Didier ; ANDREANI Danielle ; ROY Xavier ; Profession Banlieue, 04/2007, pp. 1-138

**Résumé** : Depuis les premières lois de décentralisation de 1983, on constate l'implication croissante des collectivités locales dans le champ économique. Pourtant, il faut attendre la création des 44 premières zones franches urbaines en 1997 pour que la politique de la ville considère le volet économique autrement que sous le seul aspect de l'emploi.

Quel type de développement économique mettre en œuvre pour rendre attractifs les territoires en difficulté ? Quelles stratégies développer pour favoriser la relation entre le tissu économique local et la population active ? **Actes, Compte-rendu - Réf : 9.120-7**

## Adultes-relais : l'évolution d'une politique de la ville

BARON Cécile ; NIVOLLE Patrick ; SCHMIDT Nicolas ; Connaissance de l'Emploi, 06/2008, pp. 1-4

**Résumé** : Les adultes-relais sont des personnes d'au moins 30 ans, au chômage ou en situation précaire, qui bénéficient d'un contrat aidé pour exercer une fonction de médiation sociale et culturelle dans les zones urbaines sensibles. Inscrite dans la politique de la ville, cette mesure a été conçue en 2000 à l'intention des associations de quartier, puis a été, un an après, étendue aux collectivités territoriales, établissements publics et offices d'HLM. Elle s'inspire de l'expérience des femmes-relais, nées à la fin des années 1980, dont la fonction de médiation a ainsi été reconnue. Deux enquêtes qualitatives, à cinq ans d'intervalle, révèlent une grande diversité d'usages selon les utilisateurs. La seconde enquête décèle, quant à elle, un glissement de la médiation collective vers des interventions plus individualisées. Faute de postes suffisamment créés, la mesure a failli être abandonnée jusqu'à ce que les émeutes de 2005 amènent les pouvoirs publics à la reconduire. Si la mission des adultes-relais demeure la médiation, ils se sont alors également vu confier une fonction " pacificatrice ".

(Résumé tiré du périodique) **Périodique - Réf : 9.120-REV**

\*\*\*\*\*

**Professionnels de la formation, de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de l'orientation de la région PACA, vous pouvez emprunter ces ouvrages auprès du Centre de Documentation, ressources multimédia du CARIF Espace Compétences.**

**Pour plus d'informations sur les modalités d'emprunts, sur place ou à distance, contactez-nous !**

**Courriel : [documentation@espace-competences.org](mailto:documentation@espace-competences.org),  
<http://www.espace-competences.org/documentation/>**

\*\*\*\*\*